

militariste du projet gouvernemental, sous son vernis démocratique.

Une chose est sûre: la situation économique empire et la population n'en peut plus. La Mission de paix écrit: «La guerre prolongée, la détérioration économique, la militarisation de la société, la répression politique, l'intervention étrangère, l'incompétence du gouvernement et le tremblement de terre du 10 octobre dernier...: la situation actuelle du Salvador contraste de façon saisissante avec les espoirs soulevés par les promesses d'élection de Duarte. (...) Dans un tel contexte de frustration, la possibilité

d'un vaste soulèvement populaire devient hautement probable.»

Caroline Jarry est journaliste-pigiste et familière avec le Salvador.

1. Avec quatre autres personnes: M. Meyer Brownstone, président d'Oxfam-Canada, récipiendaire du prix Pearson pour la Paix en 1986, M. Léonard V. Johnson, major-général à la retraite, Dr. John Savage, médecin, universitaire et homme politique de la Nouvelle-Écosse, et Mme Nancy Thede, ethnologue et consultante en développement international.

2. Les chiffres s'appliquent à la période de janvier à octobre pour 1985 et 1986.

PHILIPPINES

Un an après son arrivée à la présidence, comment juger de la performance de Cory Aquino?



Corazon Aquino

Février marque le premier anniversaire de l'accession à la présidence de Mme Corazon Aquino qui, le 25 février 1986, était propulsée à la tête de son pays par le «pouvoir populaire» après 20 ans de dictature de Ferdinand Marcos. Une des rares femmes cheffes d'État au monde, Mme Aquino a certainement amené un nouveau style de

leadership, caractérisé par une plus grande ouverture et une démocratie plus large. Toutefois, depuis un an, son gouvernement, amalgame d'éléments allant de l'extrême droite aux libéraux démocrates, a glissé de plus en plus vers la droite. Les liens de Mme Aquino avec le pouvoir populaire se sont relâchés alors qu'elle cédait aux pressions des éléments conservateurs, des militaires et des États-Unis.

Mme Aquino a été fortement applaudie en novembre lorsqu'elle a finalement exclu de son Conseil des ministres le ministre de la Défense, Juan Ponce Enrile; de toute évidence, il avait été impliqué dans au moins une des trois tentatives de coup d'État qui s'étaient succédées en l'espace d'un mois. Enrile, qui avait occupé le même poste sous l'ancien dictateur Marcos, encourageait ouvertement l'opposition.

Mais le départ d'Enrile, au lieu d'affaiblir la tendance conservatrice au sein du Conseil, l'a plutôt renforcée. Sous les pressions de la droite, Mme Aquino a accepté la démission de ministres progressistes, comme le ministre du Travail Augusto Sanchez, en a permuté d'autres comme Aquilino Pimentel et René Saguisag, et a démis de leurs fonctions bon nombre de hauts fonctionnaires progressistes dans les gouvernements locaux. En même temps, elle a remplacé Enrile par Rafael Iletto, un homme coulé dans le même moule que son prédécesseur, diplômé de l'académie militaire de West Point aux États-Unis, grand ami des Américains et fervent partisan des solutions militaires. De plus, Fidel Ramos, chef d'état-major des Forces armées, a gagné en influence grâce à son rôle dans la mise en échec du coup d'État.

Constitution

Le peuple philippin misait sur une nouvelle constitution qui orienterait le pays vers la souveraineté nationale, une véritable réforme agraire et une industrialisation basée sur les intérêts du pays. Mais le projet de Constitution qui sera soumis au vote populaire le 2 février, malgré le progrès réel qu'il représente sur l'ancienne constitution, enchâsse une politique économique qui maintiendra le pays dans la dépendance face aux intérêts étrangers, et qui, à toutes fins utiles, laissera intactes les structures de pouvoir traditionnelles.

Dans son empressement à montrer sa bonne foi au Fonds monétaire international et à ses autres créanciers étrangers, le gouvernement s'est engagé à rembourser la totalité de sa dette extérieure. La Constitution prévoit le respect de toutes ces ententes, y compris celles conclues à l'époque par le régime Marcos. Or, à 26 milliards de dollars, cette dette extérieure est une des plus élevées au monde, quand on la compare au produit national brut du pays. Déjà, plus de 46% du PNB est consacré au remboursement de la dette, et cette proportion va en augmentant.

Cette orientation affecte toute la politique économique, l'axant sur la production des biens pour l'exportation afin de générer des revenus pour rembourser la dette. Même dans l'agriculture, l'accent est mis sur les grosses entreprises agro-alimentaires et la production de denrées comme le maïs jaune, qui sert à nourrir les animaux dans d'autres pays, alors que, dans plusieurs régions, la famine guette les familles paysannes philippines.

La Constitution permettra également à des intérêts étrangers de détenir jusqu'à 40% des parts dans les compagnies philippines, ce qui s'inscrit sensiblement dans la même tradition que la politique de Marcos. Même dans des secteurs vitaux comme les services publics, on facilite l'acquisition par

PHOTOS: PONO PRESSE

les étrangers d'actions des sociétés philippines.

Mais la partie peut-être la plus décevante de la Constitution est celle qui traite de la réforme agraire, une question clé dans ce pays où 70% de la population vit de la terre. Tout en reconnaissant théoriquement le droit des paysans de posséder la terre qu'ils travaillent, la Constitution ne prévoit aucun plan pour assurer la redistribution des terres. Elle remet l'élaboration d'un tel plan entre les mains du Parlement, ce qui signifie le renvoyer aux calendes grecques. La Constitution fixe même des conditions qui rendront la redistribution des terres pratiquement irréalisable, par exemple le paiement d'une «juste compensation» aux propriétaires actuels et leur droit de retenir des superficies «raisonnables». Les familles paysannes, perpétuellement endettées à cause d'un système féodal qui laisse le contrôle des terres à une poignée de grands propriétaires fonciers (y compris, d'ailleurs, la famille de Mme Aquino, les Cojuangcos), ont peu de chances d'accéder à la propriété dans de telles conditions.

Quant aux femmes, elle n'ont droit dans la Constitution qu'à une phrase sur leur égalité devant la loi et à une autre qui vise surtout à protéger leur fonction de reproductrices. L'inviolabilité du mariage comme institution de base de la société philippine y figure aussi, de même que la protection du fœtus, qui nie automatiquement le droit à l'avortement.

Militarisation

La Constitution permet également le maintien des bases militaires américaines sur le sol philippin, même après l'expiration en 1991 des baux actuels, advenant une éventuelle entente bilatérale avec les États-Unis. Contradiction: alors que la Constitution interdit les armes nucléaires en sol philippin, elle ne prévoit rien pour éliminer les installations susceptibles de loger de telles armes.

D'ailleurs, Mme Aquino n'a pas cherché, depuis un an, à réduire les Forces armées dont la taille et la corruption ont atteint une importance inégalée depuis l'instauration par Marcos de la loi martiale (1972). Elle n'a pas démantelé le Civilian Home Defence Force, une organisation para-militaire, ni les armées privées responsables de tant d'atrocités et de violations des droits de la personne sous le régime Marcos.

Au contraire, la militarisation des Philippines continue et a même progressé à la campagne. Dans les régions rurales, les conditions de vie et les structures du pouvoir féodal n'ont à peu près pas changé depuis l'arrivée au pouvoir de Mme Aquino. La résistance populaire s'est donc poursuivie. Cette résistance a été combattue à son tour par une répression accrue: 70 bataillons de l'armée sont aujourd'hui déployés dans les campagnes, comparativement à 56 en 1985. Des armes plus puissantes, de l'artillerie lourde, des bombardements aériens sont couramment utilisés lors des opérations militaires, et on remarque à tous les niveaux une plus grande présence des conseillers militaires américains.

Tout ceci est rendu possible par un accroissement de l'aide militaire fournie par



Rencontrant Reagan aux É.-U. en septembre dernier

les Américains, une aide que Mme Aquino avait d'abord refusée.

Cessez-le-feu

Un des développements les plus importants depuis l'accession d'Aquino aura été la négociation d'un cessez-le-feu de 60 jours (qui se termine à la mi-février) entre le gouvernement et le Front national démocratique, et ce malgré l'opposition des États-Unis et les tentatives de sabotage de la droite et des militaires, comme l'assassinat du leader syndical Rolando Olalia.

La volonté de Mme Aquino de rechercher une solution pacifique à la rébellion communiste a joué pour beaucoup dans cette entente. Mais si le gouvernement a finalement reconnu le FND comme interlocuteur, c'est probablement à cause de la force du mouvement de résistance clandestine qu'il représente.

Le FND a toujours soutenu qu'un accord à plus long terme entre la guérilla et le gouvernement ne pourrait se réaliser que dans le contexte d'un accord politique global contenant des mesures sérieuses pour corriger les inégalités sociales, politiques et économiques. Un tel accord semble peu probable dans le contexte actuel, bien que Mme Aquino ait elle-même déclaré qu'une paix véritable n'advierait que si le gouvernement «s'attaquait aux problèmes sociaux et économiques fondamentaux qui ont donné naissance à la rébellion».

Par ailleurs, l'état-major des Forces armées, sous la direction de Ramos, croit fermement que seule une solution militaire mettra fin à la rébellion. Washington soutient aussi devant Mme Aquino que «le noyau dur de la Nouvelle Armée populaire ne pourra être défait que par la force des armes». (Certains militaires apprécient toutefois le répit que leur accorde le cessez-le-feu; ils en profitent pour remanier l'armée et la rendre plus efficace.)

Le glissement vers la droite de Mme Aquino, ses déclarations belliqueuses sur les «insurgés» lors de sa visite aux États-Unis laissent croire qu'elle suivra la tendance militariste et cherchera à séparer un accord politique d'un accord militaire.

Ces attitudes du gouvernement Aquino ne sont pas sans provoquer l'opposition d'une partie du «pouvoir populaire» qui l'a si bien soutenu. Plusieurs organisations de masse, y compris le Mouvement du premier mai, principale centrale syndicale du pays, et Makibaka, une organisation clandestine regroupant 200 000 femmes, se sont opposées publiquement à la Constitution. Un nouveau parti populaire, le Partido Ng Bayan, a été

formé pour regrouper la gauche, et un parti des femmes a même été mis sur pied pour défendre leurs intérêts spécifiques.

La gauche fait cependant face à un dilemme avec le référendum sur la Constitution car sa défaite pourrait être utilisée par l'extrême droite: Enrile en tête exigerait alors la démission d'Aquino en vue de la remplacer lui-même à la présidence. Ce référendum a donc toutes les allures d'un vote de confiance pour Cory Aquino: on prévoit pour l'instant qu'elle l'emportera, malgré l'opposition d'une partie du mouvement populaire, malgré surtout l'opposition de l'extrême droite regroupée derrière Enrile.

Il faudra surveiller aussi les élections locales de mai, pour lesquelles Enrile et ses supporters sont déjà en campagne. Le «pouvoir populaire», très organisé dans certaines régions, aura alors le dernier mot.

Corazon Aquino est sans doute une femme de bonne volonté, mais sa prise du pouvoir ne constituait pas, après tout, une véritable révolution. Il s'agissait plutôt d'un transfert du pouvoir, d'une section de l'élite, corrompue et même fasciste, à une section plus démocratique.

Mme Aquino a su s'inspirer en partie des revendications du peuple qui l'a portée à la présidence. Mais elle n'arrivera à résoudre les «problèmes sociaux et économiques fondamentaux» du pays que dans la mesure où elle écouterait vraiment le «pouvoir populaire» et s'y appuiera. ◇

Marie Boti, interprète et journaliste, termine actuellement un film documentaire sur le mouvement des femmes aux Philippines.

témoignages
de femmes

fictions

vidéos
expérimentaux

Demandez notre
catalogue. Il déborde
de nouveautés.

G.I.V.

DISTRIBUTION • PRODUCTION • VIDEO
718 rue GILFORD, MONTREAL, H2J 1N6
Téléphone: (514) 524-3259